

Que voulez-vous de plus Madame May ?

Après sa victoire sur le fil du rasoir britannique mercredi 12 décembre, Theresa May est venue à Bruxelles pour tenter de persuader les Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'aider à obtenir la ratification par les députés britanniques de l'accord sur le Brexit, en offrant notamment des assurances sur le fait que les dispositions envisagées n'enfermeraient pas indéfiniment le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE.

Cette demande d'une énième concession n'a pas été entendue, car la forme de la nouvelle relation que voudrait nouer Londres avec l'UE après le Brexit est encore bien nébuleuse, la Première ministre ne disant pas encore une fois clairement ce qu'elle veut, alors qu'elle presse ses autres partenaires européens de le faire.

Ceux-ci lassés et toujours unis, ont consenti à adopter un texte sans valeur juridique concédant quelques maigres assurances que pourra essayer de vendre Theresa May aux Brexiteurs.

Ils ont réaffirmé à la locataire du 10 Downing Street que l'accord de divorce ne pouvait pas être renégocié, qu'un filet de sécurité était nécessaire pour garantir, en dernier recours, l'absence d'une frontière dure en Irlande si l'accord sur la relation future entre le Royaume-Uni et l'UE n'était pas signé à l'issue de la période de transition.

Le Parlement britannique se prononcera sur l'accord conclu par Theresa May avec l'UE en janvier. Toutes les capitales se préparent désormais à pallier les conséquences d'un Brexit dur, le pire des scénarios étant aujourd'hui probable. La Première ministre, les Conservateurs britanniques et tous ceux qui ont fait croire au peuple britannique qu'il était dans l'intérêt de ce pays de sortir de l'UE sur un coup de dés portent une responsabilité immense sur l'errance dans laquelle se trouve leur pays alors que tous les Etats membres de l'Union européenne sont confrontés à tant de défis nouveaux qu'ils feraient mieux d'affronter ensemble.